Emetteur : FBL N° panneau : PAD T4
Affiché le : 11/05/2023 Retiré le : 12/07/2023
Annexes : Non[X] O[ ] Voir accueil

JOUY

Département
D'EURE ET LOIR

Arrondissement
De CHARTRES

Canton
de CHARTRES-1

COMMUNE DE JOUY

Nombre de membres dont le Conseil Municipal doit être composé..... 19
Nombre de Conseillers en exercice..... 18
Nombre de Conseillers qui assistent à la séance ..... 15

**Quorum : 10 membres**

# PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MARS 2023

Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 23 mars 2023, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du conseil municipal le jeudi 30 mars 2023 à 20 h 30, sous la présidence du Maire, Christian PAUL-LOUBIERE.

*Etaient présents* : Christian PAUL-LOUBIERE, Jacky TARANNE, Chantal CHEVALLIER, Jean SEIGNEURY, Corinne CÔME, Pierre PERTHUIS, Marie Claire LABOREY, Patrice PICHOT, Jean-Louis DOUSSET, Didier DAVID, Ghislaine BUARD, Christèle DOYEN, Isabelle LAUZON, Valérie FOROT-SALINO, Laure VILLENEUVE

*Absents excusés ayant donné procuration* : Pascal MARTIN à Corinne CÔME

*Absents excusés* : Marie-Jeune LEBRAULT ; Pierre ROUXEL

*Secrétaire(s) de séance* : Isabelle LAUZON

---

*ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE*

---

1) Approbation du procès-verbal du dernier conseil
2) Communication des décisions du Maire

Finances :

3) Budget principal :
   a. Approbation du Compte Financier Unique 2022
   b. Affectation des résultats
   c. Vote des taux des impôts locaux
   d. Vote du budget primitif 2023
   e. Emprunt

4) Budget annexe du moulin de Lambouray
   a. Approbation du Compte Financier Unique 2022
   b. Affectation des résultats
   c. Vote du budget primitif 2023

d. Tarifs 2024 du moulin de Lambouray

Marchés :

5) Travaux de voirie et bâtiments

Subventions :

6) Demande de subventions

Ressources Humaines :

7) Création de postes

Autres :

8) Renouvellement de la commission de contrôle de la liste électorale
9) Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de Chartres Métropole – rapport sur l'évaluation du transfert de la compétence « Parc et Piscine des Vauroux »

---

*POINTS ABORDES ET DELIBERATIONS ADOPTEES*

---

## 1) APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU DERNIER CONSEIL MUNICIPAL

Le compte-rendu du conseil municipal du 26 janvier 2023 n'appelle aucun commentaire et est accepté, après délibération et vote, à l'unanimité des conseillers.

## 2) COMMUNICATION DES DECISIONS DU MAIRE

Sans objet.

## 3) BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE DE JOUY

### a) Approbation du Compte Financier Unique 2022 – délibération n° DCM 2023-006

***Rapport de présentation de la délibération :***

Jacky TARANNE donne lecture des résultats du Compte Financier Unique (C.F.U.) 2022 du budget principal de la Commune, regroupant désormais les données de l'ordonnateur (Commune) et du comptable (service de Gestion Comptable CHARTRES METROPOLE), en lieu et place de l'ancien Compte de Gestion, produit par la Trésorerie, et du Compte Administratif, produit par la Commune.

Il rappelle que ce CFU est présenté dans le cadre de l'expérimentation.

Il demande au Conseil Municipal d'approuver les résultats présentés, après avoir constaté l'exactitude des comptes et éléments produits par l'ordonnateur et le comptable.

Le conseil municipal, en dehors de la présence du Maire, approuve, à l'unanimité des exprimés :

- les résultats du budget principal portés sur le Compte Financier Unique pour l'année 2022, dont les résultats sont annexés au présent procès-verbal,
- donne quitus à la Responsable du service de Gestion Comptable CHARTRES METROPOLE pour les éléments comptables du Compte Financier Unique de l'exercice 2022.

Les résultats de ce Compte Financier Unique seront, en conséquence, repris au budget primitif 2023 de la Commune.

**b) Affectation des résultats du budget principal de la Commune – Délibération DCM 2023-007**

***Rapport de présentation de la délibération :***

Le Maire présente **le tableau des résultats joint.**

Il insiste, en préambule, sur le fait que le résultat de clôture à fin 2022 n'est pas un résultat habituel, puisqu'il tient compte d'un encaissement exceptionnel (perçu en 2021 et 2022) lié à la clôture de l'opération de concession d'aménagement de la 4ème tranche de la Dalonne, pour un montant total de 296.858,70 €.

Sans cette recette exceptionnelle l'excédent de fonctionnement disponible ne serait que de 48.719,23 €. Il souligne tout de même qu'il ne s'agit pas là du résultat d'une mauvaise gestion. Ce résultat est lié aux importants travaux d'investissements réalisés sur la Commune depuis plusieurs années, en partie grâce à l'autofinancement, cumulé à des faits indépendants de la volonté de la municipalité, dont toutes les collectivités tentent de faire face tant bien que mal. Cet aspect sera développé dans le point suivant.

Puis il présente la balance des comptes de la section d'investissement du budget de la Commune de Jouy de l'exercice N-1 (2022) étant, y compris les restes à réaliser, déficitaire de 236.037,61 €,

Le Conseil Municipal, constatant le besoin de financement de la section d'investissement,

- Décide d'affecter l'excédent de fonctionnement, à concurrence de 236.037,61 €, en recette d'investissement à l'article 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés ».

Le solde (excédent de fonctionnement diminué de l'affectation en section d'investissement), **soit 581.615,63 € - 236.037,61 € = 345.578,02 €,** sera reporté en recette à la section de fonctionnement au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté ».

Après délibération et vote, à l'unanimité, les membres du conseil :

- Adoptent les résultats du Compte Financier Unique du budget principal au 31 décembre 2022,
- Approuvent l'affectation au budget primitif 2023 du budget principal de la Commune.

### c) Vote des taux des impôts locaux – Délibération DCM 2023-008

***Rapport de présentation de la délibération :***

Le Maire fait référence à l'état 1259 COM - ETAT DE NOTIFICATION DES PRODUITS PREVISIONNELS ET DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2023, état transmis chaque année aux collectivités et qui est le document de référence pour le vote des taux d'imposition des taxes directes locales.

Il rappelle que cette recette représente la plus importante recette d'un budget communal et que depuis la loi de finances 2018, portant réforme sur la fiscalité directe locale, plusieurs évolutions ont été apportées, à savoir :

- **Suppression progressive** de la **taxe d'habitation sur les résidences principales, entre 2018 et 2023,** elle demeure néanmoins applicable sur les résidences secondaires :
    - pour 80 % des foyers fiscaux, de classe modeste à moyenne, entre 2018 et 2020 (année de suppression totale),
    - les autres foyers (20 %), sur 2021, 2022 et 2023 (année de suppression totale), la majorité des joviens si situant plutôt dans cette tranche.

  *Petit rappel : la taxe d'habitation est un impôt local perçu par les collectivités territoriales, dont notamment la commune et l'intercommunalité. Jusqu'à récemment, elle était due par l'ensemble des contribuables qui occupaient un bien au 1er janvier de l'année en cours. Elle concernait à la fois :*

    - *Les locataires ;*
    - *Les propriétaires ;*
    - *Les occupants d'un logement à titre gratuit.*

  *La taxe foncière et la taxe d'habitation sont dues toutes les deux à la fin de l'année, et forment un duo inséparable dans l'esprit de nombreux propriétaires. La fiscalité applicable aux logements est pourtant en train d'évoluer à grande vitesse.*

  Jusqu'en 2020, les communes avaient encore la faculté de faire évoluer les taux des 3 taxes, étant néanmoins contraintes par les règles de liens. En 2021 et 2022, seules les évolutions des taux des taxes du foncier bâti et non bâti relevaient encore des communes. En 2023, les communes doivent voter le taux de taxe d'habitation sur les

résidences secondaires et les taux des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties.

Un système de compensation a été mis en place en 2021, suite à la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales afin que les communes ne soient pas trop impactées par cette perte de recette fiscale directe.

Cette compensation n'a pas de contrepartie sur l'évolutivité de l'assiette attendue de la taxe d'habitation. Par ailleurs, la Dotation Globale de Fonctionnement a été considérablement réduite par la volonté de l'Etat depuis 2011. Cet effet ciseaux est très nuisible aux investissements des Communes.

Aparté, bien que les collectivités ne percevaient pas cette recette : la redevance sur l'audiovisuel a été totalement supprimée, pour tous les foyers, dès l'année 2022 ; le montant appelé en 2021 était de 138,00 € par foyer.

- **Instauration de la taxe GEMAPI** (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) **par la communauté d'Agglomération de CHARTRES METROPOLE, en 2018**. Cette taxe est payée par toute personne soumise à l'un ou à plusieurs des impôts locaux suivants et redevable de la taxe GEMAPI :
    - taxe d'habitation : propriétaire occupant de résidence principale, locataire, propriétaire de résidence secondaire,
    - taxe foncière : propriétaire occupant, propriétaire bailleur, propriétaire foncier,
    - Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : entrepreneur individuel, société, loueur meublé non professionnel ou professionnel.

A compter de 2023, la taxe GEMAPI sera, du fait de la disparition de la taxe d'habitation sur les résidences principales, répartie entre les personnes redevables :

- de la taxe foncière sur les propriétés bâties,
- de la taxe foncière sur les propriétés non bâties,
- de la CFE,
- de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

En 2023, cette taxe est plafonnée à 40,00 € par habitant résidant sur le territoire de CHARTRES METROPOLE.

**- Instauration d'une taxe foncière, sur les propriétés bâties, de 7,5 % à compter de 2021 par CHARTRES METROPOLE,** taxe additionnelle à la taxe foncière communale,

- Augmentation des bases d'imposition en 2023 de + 7,1 %.

Au vu de la situation de la Commune, et notamment, la projection à fin 2023, en faisant abstraction des recettes exceptionnelles, perçues et à percevoir :

- Reversement (2021/2022) de l'excédent suite à la clôture de l'opération

de concession d'aménagement de la 4ème tranche de la Dalonne : +296.858,79 €

- Vente du terrain 29 rue du Bout aux Anglois : + 161.670,00 €

Total des recettes exceptionnelles 458.528,79 €

Au regard des travaux d'investissement importants déjà réalisés (nombreux travaux de voirie), financés, en partie, grâce à l'autofinancement et ceux prévus sur 2023 : la dernière tranche d'aménagement de sécurité rue de Chardon, la première tranche d'aménagement de sécurité avenue de la Digue, les travaux des Vaux-Roussins et les gros travaux de rénovation de la salle des fêtes, des charges de fonctionnement qui ne cessent d'augmenter de manière démesurée (fluides, personnel), et la crainte à court terme de ne plus pouvoir investir,

La commission des finances a longuement débattu sur le maintien ou l'augmentation des taux des taxes ménage. Elle a finalement émis un avis favorable pour une augmentation des taux des 3 taxes de 5 % à compter de 2023, sachant que malgré cette augmentation les taux communaux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière bâtie restent inférieurs aux taux moyens communaux au niveau départemental -étant précisé que la dernière augmentation communale date de 2018-. Cette augmentation permettra à la Commune de disposer d'une recette complémentaire de 38.122 €. Somme qui permettra de pouvoir poursuivre le paiement des annuités des emprunts (deux en cours et un complémentaire pour les travaux de 2023).

Le Maire précise qu'il ne le propose pas de gaieté de cœur, qu'il aurait préféré n'augmenter que la taxe d'habitation, mais la règle des liens ne permettait pas de majorer le taux de la seule taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Cette augmentation qui génère un produit de plus de 38.000 € permettra d'améliorer notre CAF brute par rapport à notre endettement. Sans elle, la Commune ne pourrait plus investir, notre CAF Brute/Dette nous obligerait à un remboursement de la dette sur 10 ans au moins -donc beaucoup trop d'années-.

Le Maire présente les tableaux suivant aux conseillers :

## Année 2022

| Taxes | Bases d'imposition effectives | Taux d'imposition de référence | Produit 2022 (avant coef correcteur sur TFB et Alloc | Produit 2022 (après coef correcteur sur TFB) |
|---|---|---|---|---|
| | | | *coefficient correcteur* | **0,863641** |
| Taxe d'habitation (résidences secondaires) (73111) | 215 372 | 12,72% | 27 395 € | 27 395 € |
| Taxe foncière (bâtie) (73111) | 1 673 765 | 38,11% | 636 936 € | 548 569 € |
| Taxe foncière (non bâtie) (73111) | 113 448 | 36,91% | 41 874 € | 41 874 € |
| Allocations compensatrices sur locaux industriels (73111) | | | 0 € | 0 € |
| Compensation TH (résidences secondaires) (73111) | | | 0 € | 0 € |
| Autres allocations compensatrices (74833) | | | 17 666 € | 17 666 € |
| FNGIR (73221) | | | 6 235 € | 6 235 € |
| | | **Total perçu en 2022 (A)** | **730 106 €** | **641 739 €** |

## Année 2023

| Taxes | Bases d'imposition estimées | Taux d'imposition proposés pour 2023 | Produit 2023 (avant coef correcteur sur TFB et Alloc compens) | Produit 2023 (après coef correcteur sur TFB) |
|---|---|---|---|---|
| | | | *coefficient correcteur* | **0,863641** |
| Taxe d'habitation (résidences secondaires) (73111) | 230 663 | 13,36% | 30 817 € | 30 817 € |
| Taxe foncière (bâtie) (73111) | 1 801 000 | 40,02% | 720 760 € | 625 547 € |
| Taxe foncière (non bâtie) (73111) | 121 400 | 38,76% | 47 055 € | 47 055 € |
| Taxe Habitation (73111) | | | 0 € | 0 € |
| Compensation TH (résidences secondaires) (73111) | | | 0 € | 0 € |
| Autres allocations compensatrices (74833) | | | 18 561 € | 18 561 € |
| FNGIR (73221) | | | 6 235 € | 6 235 € |
| | | **Total 2022 (B)** | **823 427 €** | **728 214 €** |

Ecart entre prévisionnel 2023 (avec +7,1% sur bases et + 5% sur taux) et perçu 2022, soit B/A **86 475 €**

Un débat s'engage entre les conseillers.

Au vu :
- des éléments présentés,
- de la dernière augmentation des taux qui a eu lieu en 2018,
- des investissements à réaliser,
- du coût des charges de fonctionnement qui augmentent de manière démesurée,
- de la projection à fin 2023, sans tenir compte des recettes exceptionnelles citées ci-dessus,

sur avis de la commission des finances, le Maire propose d'augmenter les taux de taxes d'habitation sur les résidences secondaires, foncières bâties et non bâties, de 5 % respectivement.

Après délibération et vote (Pour : 12 – Contre : 4), les conseillers :

- Acceptent d'augmenter les taux de taxes d'habitation sur les résidences secondaires, foncières bâties et foncières non bâties de 5 %, soit les nouveaux taux portés ainsi :
    - Taxe d'habitation (résidences secondaires) : 13,36 %
    - Taxe foncière bâtie : 40,02 %,
    - Taxe foncière non bâtie : 38,76 %

- Autorisent le Maire à notifier ces informations, par le biais l'état 1259 COM, à la préfecture et au service de la fiscalité directe locale de la DDFIP

***Précisions complémentaires apportées lors de la séance du conseil municipal :***

Les échanges, prises de parole et débats mettent en exergue plusieurs faits et arguments.

Sur le fond, il est certain qu'il faudra prévoir une hausse des taux au plus tard l'année prochaine. Les conseillers sont partagés entre une hausse cette année (opportunité du fait de la suppression totale de la taxe d'habitation en 2023), ou l'année prochaine (vu toutes les augmentations déjà subies), ou sur deux ans pour moitié. La moins pire des solutions resterait une augmentation en 2023, des simulations sur plusieurs catégories de foyers montrent qu'un gain sera tout de même perçu par les propriétaires.

Interrogation quant au coût de l'augmentation des fluides sur 2023, une tendance à la légère baisse est constatée mais le niveau d'il y a deux ans ne sera jamais retrouvé. Le tarif de l'eau n'est pas sans reste, car il augmentera encore l'année prochaine. La préfecture a pointé du doigt la mauvaise gestion des collectivités, toutefois Chartres Métropole assure une bonne gestion de cette compétence et la Commune de JOUY a été vertueuse à son entrée dans l'agglomération, ce qui n'a pas été le cas de toutes les communes. Une des explications de l'augmentation du tarif de l'eau est due au coût de la remise en état des

installations dans les communes qui n'ont pas fait le nécessaire avant la fusion. Aujourd'hui cette charge se répercute sur l'ensemble des communes de l'agglo, par solidarité. Ces faits sont également valables pour l'éclairage public.

Un équilibre du moulin serait idéal afin de ne plus verser de subvention d'équilibre du budget principal. Chiffre d'affaires nécessaire au minimum : 60.000 € HT. Tout est fait pour y parvenir mais, à ce jour, nous n'en avons pas la certitude.

Interrogation quant à l'avenir de la suppression de la taxe d'habitation, ne sera-t-elle pas remplacée par une autre taxe pour les propriétaires ?

Très mauvaise idée de supprimer cette taxe d'habitation car les recettes étaient directement liées aux infrastructures communales et ces infrastructures bénéficient autant aux locataires qu'aux propriétaires.

Depuis la substitution de la taxe d'habitation par une fraction de TVA les Communes n'ont plus de pouvoir sur cette recette car cette compensation est figée. Par ailleurs, nous n'avons plus de contrepartie en cas de nouvelles habitations.

N'aurions-nous pas dû procéder à des hausses moins importantes mais plus régulières ? Jusqu'alors l'inflation n'a jamais été aussi importante que depuis ces dernières années, des hausses régulières n'étaient donc pas justifiées. Exemple cité de la ville de CHARTRES qui, depuis 2001, baisse ses taux de taxes.

### d) Vote du budget primitif 2023 du budget principal de la Commune de JOUY – Délibération DCM 2023-009

***Rapport de présentation de la délibération :***

Jacky TARANNE présente la section de fonctionnement du budget principal de la Commune pour l'année 2023 prenant en compte l'augmentation des taux d'imposition 2023 de la taxe d'habitation, sur les résidences secondaires, des taxes foncières bâties et non bâties et la reprise des résultats de l'année 2022 votée en amont.

Il précise que :
- certains comptes ou imputations ont été modifiés suite à la mise à jour du plan comptable, de la norme M57,

puis commente les postes les plus importants.

Un point sur l'endettement de la commune est abordé, à ce jour, il ne reste plus que deux emprunts à rembourser.

Il précise que la Dotation de Solidarité Communautaire, recette, non négligeable, versée par Chartres Métropole, sur ses excédents, s'élèvera pour 2023 à 88.655,00 € (montant confirmé), au lieu de 98.583,00 € perçu en 2022.

La section de fonctionnement est votée en équilibre, en dépenses et en recettes, pour un total de 1.782.420,00 € (cf tableau joint).

Il présente ensuite la section d'investissement du budget primitif 2023, selon le tableau joint, en détaillant :

- Les dépenses et recettes obligatoires :
  - dont une partie en restes à réaliser de 20.140,00 € en dépenses, complétées par 32.303,84 € en dépenses nouvelles et 230.432,39 € en recettes nouvelles.
- Les programmes en cours :
  - intégrant les restes à réaliser pour 177.180,45 € en dépenses et 94.989,00 € en recettes, avec un complément pour 2023 de 50.729,55 € en dépenses et 831,00 € en recettes.
- Les nouveaux programmes proposés :
  - à hauteur de 338.800,00 € en dépenses sans nouvelles recettes.

Vu,

- la reprise des résultats de l'exercice 2022 (compte 001) pour la section d'investissement à - 133.706,16 €,
- l'affectation obligatoire nécessaire pour équilibrer cette même section (compte 1068) d'un montant de 236.037,61 €,
- les dépenses et recettes obligatoires, les programmes en cours et les nouveaux proposés,

Jacky TARANNE propose de prélever la somme de 190.570,00 € sur la section de fonctionnement (autofinancement) par le jeu d'écritures du chapitre 023 vers le chapitre 021 de la section d'investissement.

Cette section d'investissement est votée en équilibre, en dépenses et en recettes à hauteur de 752.860,00 €.

Le montant total du budget de la Commune pour l'année 2023 en dépenses et recettes s'élève à 2.535.280,00 € pour les deux sections.

Jacky TARANNE demande aux conseillers :

- d'adopter ce budget primitif 2023, tel que présenté,
- d'autoriser le Maire à procéder à des mouvements de crédits, de chapitre à chapitre, hors dépenses de personnel, au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune de ces sections.

  Il précise qu'il s'agit ici d'une disposition prévue par la norme M57 afin de faciliter la gestion budgétaire, bien entendu, le conseil serait informé a posteriori de ces éventuels mouvements.

Les conseillers, après avoir voté, à l'unanimité :

- adoptent ce budget primitif 2023, pour un montant total équilibré en recettes et en dépenses à 2.535.280,00 €,

- autorisent le Maire à procéder à des mouvements de crédits, de chapitre à chapitre, hors dépenses de personnel, au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune de ces sections.

### e) Emprunt pour travaux de voirie – Délibération DCM 2023-010

***Rapport de présentation de la délibération :***

Vu le contexte précédemment énoncé, sachant que nous avons encore d'importants travaux de voirie à réaliser en 2023, sans compter l'importante opération liée à la rénovation de la salle des fêtes, le Maire propose de souscrire un emprunt de 150.000 € sur une durée de 15 ans, avant que les taux ne remontent davantage et permettre la réalisation des travaux ci-après :

| TRAVAUX | Montant TTC | Subventions sollicitées (hors FCTVA) | Autofinancement |
|---|---|---|---|
| Avenue de Chardon : aménagement de sécurité - dernière tranche (op 2303) | 105 310,00 € | 52 640,00 € | 52 670,00 € |
| Avenue de la Digue : aménagement de sécurité (op 2304) | 166 360,00 € | 83 170,00 € | 83 190,00 € |
| Salle polyvalente : rénovation et mise aux normes (op 2203) | 360 000,00 € | 195 530,00 € | 164 470,00 € |
| Ateliers techniques : rénovation (op 2218) | 44 760,00 € | 0,00 € | 44 760,00 € |
| **Total** | **676 430,00 €** | **331 340,00 €** | **345 090,00 €** |

Une consultation a été lancée auprès des quatre banques habituelles : le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel, la Caisse d'Epargne, la Banque Postale.

Quatre propositions ont été reçues : le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel, la Caisse d'Epargne et la Banque Postale.

Certaines offres doivent être précisées, le meilleur taux serait aujourd'hui à 3,41 %.

Le Maire demande aux conseillers l'autorisation de :
- Négocier les offres,
- Retenir la meilleure offre,
- Signer les documents contractuels s'y afférent.

Après délibération et vote, à l'unanimité, les conseillers autorisent le Maire à :

- Négocier les offres,

- Retenir la meilleure offre,
- Signer l'offre de prêt retenue et les documents contractuels s'y afférent.

## 4) BUDGET ANNEXE DU MOULIN DE LAMBOURAY

### a) Approbation du Compte Financier Unique 2022 – Délibération DCM 2023-011

***Rapport de présentation de la délibération :***

Jacky TARANNE donne lecture des résultats du Compte Financier Unique (C.F.U.) 2022 du budget annexe du Moulin de Lambouray de la Commune, regroupant désormais les données de l'ordonnateur (Commune) et du comptable (service de Gestion Comptable CHARTRES METROPOLE), en lieu et place de l'ancien Compte de Gestion, produit par la Trésorerie, et du Compte Administratif, produit par la Commune.

Il rappelle que ce CFU est présenté dans le cadre de l'expérimentation.

Il demande au Conseil Municipal d'approuver les résultats présentés, après avoir constaté l'exactitude des comptes et éléments produits par l'ordonnateur et le comptable.

Le conseil municipal, en dehors de la présence du Maire, approuve, à l'unanimité des exprimés :
- les résultats du budget annexe du Moulin de Lambouray portés sur le Compte Financier Unique pour l'année 2022, dont les résultats sont annexés au présent procès-verbal,
- donne quitus à la Responsable du service de Gestion Comptable CHARTRES METROPOLE pour les éléments comptables du Compte Financier Unique de l'exercice 2022.

Les résultats de ce Compte Financier Unique seront, en conséquence, repris au budget primitif 2023 du budget annexe du Moulin de Lambouray de la Commune de JOUY.

### b) Affectation des résultats du budget annexe du moulin de Lambouray – Délibération n° DCM 2023-012

***Rapport de présentation de la délibération :***

Rapporteur : Jacky TARANNE.

La balance des comptes de la section d'investissement du budget annexe du moulin de Lambouray pour l'exercice N-1 (2022) étant, y compris les restes à réaliser, déficitaire de 54.567,57 €,

Le Conseil Municipal, constatant le besoin de financement de la section d'investissement,

- Décide d'affecter l'excédent de fonctionnement, à concurrence de 28.586,23 **€,** en recette d'investissement à l'article 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés ».

Le solde de la section de fonctionnement étant de zéro (excédent de fonctionnement diminué de l'affectation en section d'investissement, **soit 28.586,23 € - 28.586,23 € = 0 €),** il n'y aura pas de report au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté ».

Après délibération et vote, à l'unanimité, les membres du conseil :

- Adoptent les résultats du budget annexe du moulin de Lambouray au 31 décembre 2022,
- Approuvent l'affectation au budget primitif 2023 du budget annexe du moulin Lambouray de la Commune de JOUY.

**c) Vote du budget primitif 2023 du budget annexe du moulin de Lambouray – Délibération DCM 2023-013**

***Rapport de présentation de la délibération :***

Jacky TARANNE présente la section de fonctionnement du budget annexe du moulin de Lambouray pour l'exercice 2023 tenant compte de la reprise des résultats de l'année 2022.

Le principal chapitre étant le 011 ou charges à caractère général.

Il est rappelé que la gestion et l'animation du moulin de Lambouray a été confiée au prestataire CHARTRES EVENEMENTIEL pour une durée de 3 ans, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024. Nous espérons que ce dernier parviendra à son objectif de chiffre d'affaires attendu de 60.000 € HT à partir de 2023. Des bilans sont régulièrement organisés avec ce prestataire.

La section de fonctionnement est votée en équilibre, en dépenses et en recettes à 96.890 € (cf tableau joint).

Il présente ensuite la section d'investissement du budget primitif 2023, selon le tableau joint, en détaillant :

- Les dépenses et recettes obligatoires :
  - pour 28.632,43 € en dépenses nouvelles et 13.063,77 € en recettes nouvelles.
- Les programmes en cours, et les nouveaux programmes proposés, n'étant pas mouvementés.

Vu,

- la reprise des résultats de l'exercice 2022 pour la section d'investissement à -54.567.67 € (compte 001),
- l'affectation obligatoire nécessaire pour alimenter la section d'investissement, à hauteur du solde disponible de la section de fonctionnement (compte 1068) d'un montant de 28.586,23 €,
- les dépenses et recettes obligatoires,

Jacky TARANNE propose de prélever la somme de 41.550,00€ sur la section de fonctionnement (autofinancement) par le jeu d'écritures du chapitre 023 et vers le chapitre 021 de la section d'investissement.

Cette section d'investissement est votée en équilibre, en dépenses et en recettes à hauteur de 83.200,00 €.

Le montant total du budget annexe du moulin de Lambouray pour l'année 2023 en dépenses et en recettes s'élève à 180.090,00 € pour les deux sections.

Jacky TARANNE demande aux conseillers :

- d'adopter ce budget primitif 2023, tel que présenté,
- d'autoriser le Maire à procéder à des mouvements de crédits, de chapitre à chapitre, hors dépenses de personnel, au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune de ces sections.

  Il précise qu'il s'agit ici d'une disposition prévue par la M57 afin de faciliter la gestion budgétaire, bien entendu, le conseil serait informé a posteriori de ces éventuels mouvements.

Les conseillers, après avoir votés, à l'unanimité :

- adoptent ce budget primitif 2023, tel que présenté, pour un montant total équilibré en recettes et en dépenses à 180.090,00 €.
- autorisent le Maire à procéder à des mouvements de crédits, de chapitre à chapitre, hors dépenses de personnel, au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune de ces sections.

### d) Tarifs 2024 du Moulin de Lambouray

Ce point est reporté au prochain conseil municipal.

## 5) TRAVAUX DE VOIRIE ET BATIMENTS – délibération n° : DCM 2023-014

***Rapport de présentation de la délibération :***

Jacky TARANNE propose, afin de ne pas prendre de retard dans l'exécution des travaux d'investissement 2023, d'autoriser le Maire à :

- Lancer les consultations pour les travaux :

- Avenue de Chardon : aménagement de sécurité - dernière tranche (opération 2303),
- Avenue de la Digue : aménagement de sécurité (opération 2304),
- Salle polyvalente de JOUY : rénovation et mise aux normes (opération 2203),

- Retenir les offres les mieux-disantes après dépouillement et étude des offres des trois consultations,
- Signer les pièces des marchés des offres retenues pour les trois consultations

Bien entendu, le conseil municipal sera informé des décisions prises.

Après délibération et vote, à l'unanimité, le Maire est autorisé à :

- Lancer les consultations pour les travaux :
  - Avenue de Chardon : aménagement de sécurité - dernière tranche (opération 2303),
  - Avenue de la Digue : aménagement de sécurité (opération 2304),
  - Salle polyvalente de JOUY : rénovation et mise aux normes (opération 2203),
- Retenir les offres les mieux-disantes après dépouillement et étude des offres des trois consultations,
- Signer les pièces des marchés des offres retenues pour les trois consultations.

## 6) DEMANDE DE SUBVENTION – ATELIERS TECHNIQUES : RENOVATION – délibération n° : DCM 2023-015

***Rapport de présentation de la délibération :***

Le Maire indique qu'il y a nécessité de remplacer la totalité de la toiture en amiante, en très mauvais état.

La prestation de Maîtrise d'œuvre sera réalisée par la Commune de JOUY.

Les travaux envisagés sont les suivants :

- Travaux de préparation,
- Dépose de l'installation existante,
- Repose de la nouvelle installation – couverture et zinguerie (panneau sandwich/gouttière)
- Travaux de replicment et fin de chantier.

Le montant des travaux est estimé à 54.152,99 € HT soit 64.983,59 € TTC (TVA à 20 %).

Il sollicite, à cet effet :

- une subvention au titre du Fonds de concours 2023, auprès de la communauté d'Agglomération de CHARTRES METROPOLE, pour un montant de 27.076,00 €, représentant 50 % du montant HT total de 54.152,99 €.

**L'échéancier** prévisible de réalisation des travaux est le suivant :
Début des travaux : 2ème semestre 2023 – durée : deux mois

Le **plan de financement** de cette opération s'établit comme suit :

| Charges (coût du projet) en € HT | | Produits (financeurs) en € | |
|---|---|---|---|
| => coût global | 54 152,99 € | => Financements privés | 0,00 € |
| remplacement couverture | | | |
| devis entreprise RUELLAN | 54 152,99 € | | |
| => coût détaillé | 0,00 € | => Financements publics | 54 152,99 € |
| Néant | | FDC 2023 (50 % du montant HT) | 27 076,00 € |
| | | Emprunt/Autofinancement | 27 076,99 € |
| **Total Charges** | **54 152,99 €** | **Total Produits** | **54 152,99 €** |

| | |
|---|---|
| *soit un financement total à hauteur de :* | *50,00%* |
| dont financements privés : | *0,00%* |
| dont financements publics : | *50,00%* |
| Autofinancement de l'opération à hauteur de : | 50,00% |

Il est demandé aux membres du conseil municipal :

- d'approuver ces travaux,
- et d'autoriser le Maire à solliciter une subvention au titre :
  - du Fonds de concours 2023, auprès de la communauté d'Agglomération de CHARTRES METROPOLE, pour un montant de 27.076,00 €, soit 50 % du montant HT total porté à 54.152,99 €.

Après délibération, et vote à l'unanimité, les membres du conseil :
- **APPROUVENT** la réalisation de ces travaux,
- **AUTORISENT** le Maire à solliciter une subvention au titre :
  - du Fonds de concours 2023, auprès de la communauté d'Agglomération de CHARTRES METROPOLE, pour un montant de 27.076,00 €, soit 50,00 % du montant HT total porté à 54.192,99 €.

## 7) OUVERTURE DE POSTES

***Rapport de présentation de la délibération :***

**a) Création de deux postes permanents d'adjoint technique principal de 1ère Classe, un à 35 heures et un à 21 heures hebdomadaires – délibération n° : DCM 2023-016**

Chantal CHEVALLIER fait un petit rappel des possibilités d'évolution de carrière pour un agent fonctionnaire territorial :

La carrière des agents territoriaux peut évoluer selon modalités suivantes :
- L'avancement d'échelon,
- L'avancement de grade,
- La promotion interne,
- Le changement de cadre d'emploi.

Un agent peut passer au grade supérieur s'il remplit certaines conditions d'ancienneté et/ou a réussi un examen professionnel. Cet avancement n'est pas automatique. La décision revient à la collectivité.

Chantal CHEVALLIER souligne que l'avancement de grade ou la promotion interne, ne sont pas une obligation pour l'employeur, mais une possibilité de récompenser le mérite, la valeur professionnelle, les acquis de l'expérience professionnelle d'un agent au regard des besoins de la collectivité et la nécessité de respecter l'adéquation entre les grades et les missions confiées. Il n'existe aucun droit pour l'agent à bénéficier d'un avancement de grade ou d'une promotion interne.

A la Mairie de Jouy, les agents qui remplissent les conditions d'ancienneté bénéficient de l'avancement de grade si on peut considérer qu'ils ont une bonne maîtrise de leur poste, remplissent bien leurs missions, ont fait la preuve de leur autonomie (au regard de leur grade) et que la nature de leur poste le justifie.

Chaque poste étant créé par délibération du Conseil municipal avec un grade précis, pour tout avancement de grade, promotion interne ou changement de cadre d'emploi, il faut créer un nouveau poste correspondant au nouveau grade (c'est de la compétence du Conseil municipal, selon l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique) puis supprimer l'ancien poste (c'est de la compétence du Comité Social Territoriale -CST-).

Cette année, deux agents peuvent prétendre à un avancement de grade. C'est pourquoi l'ouverture des deux postes suivants sont proposés au Conseil Municipal :

- Un poste permanent d'Adjoint Technique Principal de 1ère Classe à 35 h 00 hebdomadaires.
- Un poste permanent d'Adjoint Technique Principal de 1ère Classe à 21 heures hebdomadaires (temps annualisé).

Vu l'article L.313-1 du Code Général de la Fonction Publique portant dispositions propres à la fonction publique territoriale,
Vu la délibération n° CJ 40 du 19/06/2007 relative à la fixation des taux pour les avancements de grades

Vu l'arrêté du Maire n° AM 2021-31 du 01/09/2021, fixant les lignes directrices de gestion concernant la stratégie pluriannuelle de pilotage des RH et les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours prévues à l'article 33-5 de la loi du 84-53 du 26 janvier 1984

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**DECIDE** l'ouverture :

- d'un poste permanent d'Adjoint Technique Principal de 1ère Classe à 35 h 00 hebdomadaires.
- d'un poste permanent d'Adjoint Technique Principal de 1ère Classe à 21 heures hebdomadaires (temps annualisé).

**b) Création d'un poste, non permanent, d'adjoint technique, d'accroissement saisonnier d'activité de 35 h 00 pour juillet 2023 et août 2023 – délibération n° DCM 2023-017**

***Rapport de présentation de la délibération :***

Chantal CHEVALLIER rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. L'organe délibérant doit mentionner sur quel grade et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité territoriale à recruter.

L'article L332-23 du Code Général de la Fonction publique précitée prévoit que les collectivités et établissements peuvent recruter par contrat des agents non titulaires de droit public pour exercer des fonctions correspondant à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois, en tenant compte des renouvellements de contrats le cas échéant, sur une période de douze mois consécutifs.

Considérant qu'il y nécessité d'assurer un renforcement du service technique en période estivale, il y aurait lieu de créer un emploi pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour la période allant du 1er juillet 2023 à 31 août 2023.

Le ou Les agents assureront les fonctions d'agent des espaces verts, ayant pour mission principale le nettoyage de la commune et la tonte des espaces verts.

Ces agents devront obligatoirement être détenteur du permis B.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**DECIDE**

1) De créer un poste non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité sur le grade d'adjoint technique, catégorie C à 35 h 00 par semaine et autoriser le Maire à recruter un (ou des) agent(s) contractuel(s) pour pourvoir cet emploi et à signer le (ou les) contrat(s) de recrutement

2) De fixer la rémunération de(s) agent(s) recruté(s) au titre d'un accroissement saisonnier d'activité comme suit :

   La rémunération de cet agent ou ces agents est fixée sur la base de l'indice correspondant au 1er échelon du grade d'adjoint technique territorial – échelle C1, assorti du supplément familial de traitement et des primes éventuelles.

   Les crédits nécessaires à la rémunération de ou des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.

## 8) RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION DE CONTROLE DE LA LISTE ELECTORALE – DELIBERATION N° DCM 2023-018

***Rapport de présentation de la délibération :***

Le Maire indique que l'article R 7 du Code Electoral (C.E.) prévoit que, dans chaque commune, les membres des commissions de contrôle des listes électorales prévues à l'article L 19 du C.E. sont nommés par arrêté du préfet, après chaque renouvellement intégral des conseils municipaux et pour une durée de trois ans.

La loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 a transféré aux maires la compétence pour statuer sur les demandes d'inscription et sur les radiations des électeurs. Leurs décisions sont contrôlées, *a posteriori*, par les commissions de contrôle. Ces commissions examinent les recours administratifs préalables obligatoires formés par les électeurs concernés contre les décisions de refus d'inscription ou de radiation du Maire et contrôlent la régularité de la liste électorale avant chaque scrutin ou, en l'absence de scrutin, au moins une fois par an.

Le précédent arrêté préfectoral portant nomination des membres des commissions de contrôle arrive à échéance. Aussi, il nous appartient de proposer de nouveaux membres pour le renouvellement intégral de la composition de la commission de contrôle des listes électorales, d'après la strate de population municipale au 1er janvier 2020.

**Le Maire précise que les membres actuels ne peuvent pas être à nouveau désignés.**

Sur proposition de la Commune, après acceptation des personnes proposées, le Tribunal Judiciaire de CHARTRES a désigné, via l'ordonnance modificative du 08 mars 2023, en tant que délégué du Tribunal Judiciaire, pour siéger à la commission de contrôle des listes électorales de la commune de JOUY :

- En qualité de titulaire : Madame Martine DOUSSET,
- En qualité de suppléant : Madame Evelyne SEIGNEURY.

Cette commission de contrôle doit également être composée de deux conseillers municipaux, pris dans l'ordre du tableau parmi les membres prêts à participer aux travaux de la commission, ou, à défaut, du plus jeune conseiller municipal. Le Maire, les Adjoints titulaires d'une délégation et les conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière d'inscription sur la liste électorale **ne peuvent siéger au sein de la commission.**

Il est également proposé les personnes suivantes :

- Madame Ghislaine BUARD – Conseillère municipale - en qualité de titulaire,
- Madame Isabelle LAUZON – Conseillère municipale – en qualité de suppléant,
- Madame Marie-Hélène KOHL – Déléguée du Préfet – en qualité de titulaire,
- Madame Solange SEIGNEURY – Déléguée du Préfet – en qualité de suppléant

Le Maire demande l'accord du conseil municipal.

Après délibération et vote à l'unanimité, les conseillers acceptent la composition de cette nouvelle commission de contrôle des listes électorales telle que présentée ci-avant.

## 9) COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT) DE CHARTRES METROPOLE – RAPPORT SUR L'EVALUATION DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE « PARC ET PISCINE DES VAUROUX » – DELIBERATION N° DCM 2023-019

***Rapport de présentation de la délibération :***

Par courrier dématérialisé en date du 31 janvier 2023, le Président de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées a adressé à la Commune sa décision du 25 janvier 2023 concernant l'évaluation du transfert de la compétence du Parc et Piscine des Vauroux.

Il revient à notre conseil municipal de se prononcer sur cette décision ci-annexée.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la décision de la CLECT du 25 janvier 2023 ayant pour objet l'évaluation du transfert de la compétence du Parc et Piscine des Vauroux.

**QUESTIONS DIVERSES :**

*a) Prochain conseil municipal :* le mercredi 10 mai 2023 à 20 h 30.

*b) Manifestations/réunions :*

- **SOIREE DE PRESENTATION DE LA GOUVERNANCE DE CHARTRES METROPOLE :** le mardi 11 avril 2023 à 18 h 30. Le Maire insiste pour que les conseillers confirment leur présence.
- **BRIC A BRAC :** organisé par le comité des fêtes le dimanche 30 avril 2023.
- **INVITATION ATELIER LA FABRIK :** prochainement transmise aux conseillers.

*Aparté : Plusieurs membres du conseil regrettent qu'il y ait très peu d'élus, ou pas de réponse, lors d'invitations aux manifestations communales ou associatives.*

*c) CCAS :*

- **SERVICE LIONS SOS 28 :** Corinne CÔME fait part d'une présentation du Lion's Club, à la dernière réunion du CCAS, du service LIONS SOS 28. Il s'agit d'un petit boitier, de la taille d'une boite d'allumettes qui peut sauver des vies. Le principe est de placer cette boite dans le réfrigérateur, après y avoir inséré une fiche qui centralise les informations personnelles et médicales, indispensables pour une prise en charge optimale, d'une personne seule ou handicapée, par les services d'urgence. Un autocollant placé à un endroit visible et accessible informe de la présence de ce dispositif, déjà connu des équipes médicales.

*d) Environnement :*

- **BENNES A DECHETS VERTS :** de nouveau en service à partir du 1er avril 2023 jusqu'au 30 novembre 2023, aux trois endroits habituels. Des bennes provisoires viennent d'être installées, dans l'attente de la réception de bennes neuves, non reçues à ce jour, plus grandes et facile d'accès. En cas de débordement, sur notre appel, Chartres Métropole fera en sorte de passer plus souvent vider les bennes indique Corinne CÔME. Nous comptons, une fois de plus, sur le civisme de chacun afin que les déchets non autorisés ne soient pas déposés à proximité des bennes. **Tout contrevenant identifié sera verbalisé. Veillons à ce point au risque de voir disparaitre ce service sur la Commune.**
- **NETTOYAGE DE PRINTEMPS :** Corinne CÔME indique que la Commune de JOUY participera au nettoyage de printemps qui se déroulera le samedi 03 juin 2023.

*e) Divers :*

- **ALIMENTATION DU FOSSE BOURG EN EAU :** Interrogation d'Isabelle LAUZON, à savoir à quelle date cela sera possible, vraisemblablement, selon Jacky TARANNE, pas avant fin 2024. Ce dossier fera l'objet d'une présentation par les services de Chartres Métropole au prochain conseil

municipal, l'avis du Conseil est, en effet, requis à cette une étape. Cette étude a pour but, le devenir du moulin de la Bussière et la mise en eau du fossé bourg.

- **TRAVAUX DES VAUX-ROUSSINS :** Jean-Louis DOUSSET fait état de l'avancement du dossier. Hormis la réception des trois plans, toujours pas de nouvelle du cabinet IRH. Quelques doutes sont émis quant aux compétences techniques de ce prestataire.
- **RUE DES LARRIS – DANGER POUR LES PIETONS** : Patrice PICHOT signale qu'aux environs du 30 rue des Larris il est urgent d'agir afin d'aménager la chaussée pour sécuriser les piétons et réduire la vitesse des automobilistes trop excessive.
- **SUBVENTION DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE – TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE BRANCHEMENTS EN DOMAINE PRIVE – RUE DES LARRIS :** Patrice PICHOT indique que l'opération est enfin achevée. Elle aura duré 3,5 ans et rapporté 250.000 € d'économies sur les 55 branchements.
- **ASSOCIATION CAP 60** : Chantal CHEVALLIER et Corinne CÔME ont reçu M. Michel FLEURU, Président de l'association, actuellement en sommeil, afin de l'aider à réactiver cette association, suite à des demandes émises auprès des élus.

La séance est levée à 22 h 31

Le Maire,

Christian PAUL-LOUBIERE

MAIRIE DE JOUY (EURE ET LOIR)

Le(s) Secrétaire(s)

Isabelle LAUZON

JOUY

# RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2022

## AU BUDGET PRINCIPAL 2023

Budget Principal Commune de Jouy
exercice 2022

| | Dépenses | Recettes | Résultat exercice |
|---|---|---|---|
| Investissement | 444 046,36 | 281 698,33 | -162 348,03 |
| Fonctionnement | 1 252 048,88 | 1 395 050,02 | 143 001,14 |
| Totaux | 1 696 095,24 | 1 676 748,35 | -19 346,89 |

Résultat de clôture de l'exercice 2021

| | Résultat de clôture exercice précédent 2021 | Part affectée à l'investissement - Exercice 2022 | Résultat exercice 2022 | Résultat clôture - Exercice 2022 |
|---|---|---|---|---|
| Investissement | 28 641,87 | | -162 348,03 | 001 -133 706,16 |
| Fonctionnement | 458 053,24 | 19 438,75 | 143 001,14 | 581 615,63 |
| Totaux | 486 695,11 | | -19 346,89 | 447 909,47 |

Restes à réaliser (section d'investissement)

Montant des dépenses : 197 320,45

Montant des recettes : 94 989,00

Détermination du besoin de financement

| | |
|---|---|
| Résultat de clôture, section d'investissement (voir tableau A14) : | -133 706,16 |
| Restes à réaliser, dépenses : | 197 320,45 |
| Restes à réaliser, recettes : | 94 989,00 |

BESOIN DE FINANCEMENT : 236 037,61

Résultat de clôture, section d'investissement + restes à réaliser, dépenses - restes à réaliser, recettes
Si le résultat est positif, émission d'un titre au compte 1068 236 037,61 €

RESULTAT APRES TRANSFERT AU 1068 (si possible et choix re 345 578,02

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT DISPONIBLE (R002) : 345 578,02

DEFICIT DE FONCTIONNEMENT DISPONIBLE (D002) :

06/02/2023

Le Maire,

Christian PAUL-LOUBIERE

MAIRIE DE JOUY (EURE ET LOIR)

Le comptable

Pour le Comptable Public,
Le Contrôleur principal des Finances Publiques
Mathilde LEFEBVRE



Der MAJ le 06 02 2023 dél
Der édition le 20/03/2023 à 17:58

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

## VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) | 421 833,39 | 657 871,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 197 320,45 | 94 989,00 |
| | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1) | (si solde négatif) 133 706,16 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section d'investissement (2) | 752 860,00 | 752 860,00 |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget | 1 782 420,00 | 1 436 841,98 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 Résultat de fonctionnement reporté (1) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 345 578,02 |
| | = | = | = |
| | Total de la section de fonctionnement (3) | 1 782 420,00 | 1 782 420,00 |

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (4) | 2 535 280,00 | 2 535 280,00 |

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté – crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté – crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

# III – VOTE DU BUDGET

III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

A

### DEPENSES

| | Chapitre | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | TOTAL | 658 780,00 | 197 320,45 | 0,00 | 421 833,39 | 421 833,39 | 0,00 | 421 833,39 | 619 153,84 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 20 140,00 | 20 140,00 | 0,00 | 9 083,84 | 9 083,84 | 0,00 | 9 083,84 | 29 223,84 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (3) | 616 860,00 | 177 180,45 | 0,00 | 389 529,55 | 389 529,55 | 0,00 | 389 529,55 | 566 710,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 637 000,00 | 197 320,45 | 0,00 | 398 613,39 | 398 613,39 | 0,00 | 398 613,39 | 595 933,84 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 21 780,00 | 0,00 | | 23 220,00 | 23 220,00 | | 23 220,00 | 23 220,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des dépenses financières | | 21 780,00 | 0,00 | 0,00 | 23 220,00 | 23 220,00 | 0,00 | 23 220,00 | 23 220,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 658 780,00 | 197 320,45 | 0,00 | 421 833,39 | 421 833,39 | 0,00 | 421 833,39 | 619 153,84 |
| 040 | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| 041 | *Opérations patrimoniales (7)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| Total des dépenses d'ordre | | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8) | 133 706,16 |

| | |
|---|---|
| Total des dépenses d'investissement cumulées | 752 860,00 |

(1) Voir état I-9 pour le contenu du budget précédent.

# III – VOTE DU BUDGET

III
A

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

### RECETTES

| | Chapitre | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br>I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | TOTAL<br>(RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | TOTAL | 810 699,38 | 94 989,00 | 421 833,39 | 421 833,39 | 516 822,39 |
| 012 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 308 130,00 | 94 989,00 | 831,00 | 831,00 | 95 820,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 308 130,00 | 94 989,00 | 150 831,00 | 150 831,00 | 245 820,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 77 700,00 | 0,00 | 78 210,00 | 78 210,00 | 78 210,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 168) | 360,00 | 0,00 | 360,00 | 360,00 | 360,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 029,38 | 0,00 | 1 002,39 | 1 002,39 | 1 002,39 |
| Total des recettes financières | | 79 089,38 | 0,00 | 79 572,39 | 79 572,39 | 79 572,39 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 387 219,38 | 94 989,00 | 230 403,39 | 230 403,39 | 325 392,39 |
| 021 | *Virement de la section de fonctionnement* | *222 620,00* | | *190 570,00* | *190 570,00* | *190 570,00* |
| 040 | *Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)* | *860,00* | | *860,00* | *860,00* | *860,00* |
| 041 | *Opérations patrimoniales (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| Total des recettes d'ordre | | *223 480,00* | | *191 430,00* | *191 430,00* | *191 430,00* |

| | |
|---|---|
| R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7) | 0,00 |
| Affectation au compte 1068 (8) | 236 037,61 |
| Total des recettes d'investissement cumulées | 752 860,00 |

(1) Voir état I-8 pour le contenu du budget précédent.

# III – VOTE DU BUDGET

III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

B

### DEPENSES

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | TOTAL | 1 646 080,00 | 0,00 | 0,00 | 1 782 420,00 | 1 782 420,00 | 0,00 | 1 782 420,00 | 1 782 420,00 |
| 011 | Charges à caractère général (3) | 566 330,00 | 0,00 | 0,00 | 733 640,00 | 733 640,00 | 0,00 | 733 640,00 | 733 640,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (3) | 733 730,00 | 0,00 | | 718 640,00 | 718 640,00 | | 718 640,00 | 718 640,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 9 500,00 | 0,00 | | 500,00 | 500,00 | | 500,00 | 500,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3) | 141 370,00 | 0,00 | 0,00 | 129 150,00 | 129 150,00 | 0,00 | 129 150,00 | 129 150,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion des services | | 1 417 600,00 | 0,00 | 0,00 | 1 581 930,00 | 1 581 930,00 | 0,00 | 1 581 930,00 | 1 581 930,00 |
| 66 | Charges financières | 3 700,00 | 0,00 | | 8 060,00 | 8 060,00 | | 8 060,00 | 8 060,00 |
| 67 | Charges spécifiques (3) | 1 300,00 | 0,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 | | 1 000,00 | 1 000,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des dépenses financières | | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 9 060,00 | 9 060,00 | | 9 060,00 | 9 060,00 |
| Total des dépenses réelles | | 1 422 600,00 | 0,00 | 0,00 | 1 590 990,00 | 1 590 990,00 | 0,00 | 1 590 990,00 | 1 590 990,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *222 620,00* | | | *190 570,00* | *190 570,00* | | *190 570,00* | *190 570,00* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (4)* | *860,00* | | | *860,00* | *860,00* | | *860,00* | *860,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| Total des dépenses d'ordre | | 223 480,00 | | | 191 430,00 | 191 430,00 | | 191 430,00 | 191 430,00 |

| | |
|---|---|
| D002 Résultat reporté ou anticipé (5) | 0,00 |
| Total des dépenses de fonctionnement cumulées | 1 782 420,00 |

(*) Voir état-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels. Vous également les AE modifiant un stock d'AE existant.

# III – VOTE DU BUDGET

III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

B

### RECETTES

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1 I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | TOTAL | 1 207 465,51 | 0,00 | 1 436 841,98 | 1 436 841,98 | 1 436 841,98 |
| 013 | Atténuations de charges (2) | 32 100,00 | 0,00 | 17 050,00 | 17 050,00 | 17 050,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 160 050,00 | 0,00 | 180 960,00 | 180 960,00 | 180 960,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 136 600,00 | 0,00 | 138 320,00 | 138 320,00 | 138 320,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 838 850,00 | 0,00 | 703 820,00 | 703 820,00 | 703 820,00 |
| 74 | Dotations et participations (2) | 208 860,00 | 0,00 | 206 720,00 | 206 720,00 | 206 720,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (2) | 33 000,00 | 0,00 | 189 970,00 | 189 970,00 | 189 970,00 |
| Total des recettes de gestion des services | | 1 207 460,00 | 0,00 | 1 436 840,00 | 1 436 840,00 | 1 436 840,00 |
| 76 | Produits financiers | 5,51 | 0,00 | 1,98 | 1,98 | 1,98 |
| 77 | Produits spécifiques (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 5,51 | 0,00 | 1,98 | 1,98 | 1,98 |
| Total des recettes réelles | | 1 207 465,51 | 0,00 | 1 436 841,98 | 1 436 841,98 | 1 436 841,98 |
| 042 | *Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)* | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | *Opérations ordre intérieur de la section (6)* | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---|---|
| R002 Résultat reporté ou anticipé (7) | 345 578,02 |
| Total des recettes de fonctionnement cumulées | 1 782 420,00 |

(1) Voir état IB pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (BR 042 = DI 040).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

# RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2022

## AU BUDGET MOULIN 2023

JOUY

Budget Moulin Commune de Jouy
exercice 2022

| | Dépenses | Recettes | Résultat exercice |
|---|---|---|---|
| Investissement | 27 334,26 | 55 738,23 | 28 403,97 |
| Fonctionnement | 44 468,39 | 73 054,62 | 28 586,23 |
| Totaux | 71 802,65 | 128 792,85 | 56 990,20 |

Résultat de clôture de l'exercice 2021

| | Résultat de clôture exercice précédent 2021 | Part affectée à l'investissement - Exercice 2022 | Résultat exercice 2022 | Résultat clôture - Exercice 2022 |
|---|---|---|---|---|
| Investissement | -82 971,54 | | 28 403,97 | 001 -54 567,57 |
| Fonctionnement | 42 067,06 | 42 067,06 | 28 586,23 | 28 586,23 |
| Totaux | -40 904,48 | | 56 990,20 | -25 981,34 |

Restes à réaliser (section d'investissement)

Montant des dépenses : 0,00

Montant des recettes : 0,00

Détermination du besoin de financement

| | |
|---|---|
| Résultat de clôture, section d'investissement (voir tableau A14) : | -54 567,57 |
| Restes à réaliser, dépenses : | 0,00 |
| Restes à réaliser, recettes : | 0,00 |

BESOIN DE FINANCEMENT : 54 567,57

Résultat de clôture, section d'investissement + restes à réaliser, dépenses - restes à réaliser, recettes
Si le résultat est positif, émission d'un titre au compte 1068 28 586,23 €

| | |
|---|---|
| RESULTAT APRES TRANSFERT AU 1068 (si possible et choix reten | 0,00 |
| EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT DISPONIBLE (R002) : | 0,00 |
| DEFICIT DE FONCTIONNEMENT DISPONIBLE (D002) : | 0,00 |

06/02/2023

Le Maire,

Christian PAUL-LOUBIERE

MAIRIE DE JOUY (EURE ET LOIR)

Le comptable

Pour le Comptable Public,
Le Contrôleur principal des Finances Publiques
Mathilde LEFEBVRE



Der MAJ le 06 02 2023
Der édition le 20/03/2023 à 17:58

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS

II
A

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) | 28 632,43 | 83 200,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1) | (si solde négatif) 54 567,57 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section d'investissement (2) | 83 200,00 | 83 200,00 |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget | 96 890,00 | 96 890,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 Résultat de fonctionnement reporté (1) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section de fonctionnement (3) | 96 890,00 | 96 890,00 |

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (4) | 180 090,00 | 180 090,00 |

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE | A |

## DEPENSES

| | Chapitre | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1 I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | TOTAL | 27 448,46 | 0,00 | 0,00 | 28 632,43 | 28 632,43 | 0,00 | 28 632,43 | 28 632,43 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 26 988,46 | 0,00 | | 28 182,43 | 28 182,43 | | 28 182,43 | 28 182,43 |
| 18 | Compte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des dépenses financières | | 26 988,46 | 0,00 | 0,00 | 28 182,43 | 28 182,43 | 0,00 | 28 182,43 | 28 182,43 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 26 988,46 | 0,00 | 0,00 | 28 182,43 | 28 182,43 | 0,00 | 28 182,43 | 28 182,43 |
| 040 | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)* | *450,00* | | | *450,00* | *450,00* | | *450,00* | *450,00* |
| 041 | *Opérations patrimoniales (7)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| Total des dépenses d'ordre | | 450,00 | | | 450,00 | 450,00 | | 450,00 | 450,00 |

| | |
|---|---|
| D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8) | 54 567,57 |

| | |
|---|---|
| Total des dépenses d'investissement cumulées | 83 200,00 |

(1) Voir état J-5 pour le contenu du budget précédent.

# III – VOTE DU BUDGET

III

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

### RECETTES

| | Chapitre | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br>I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | TOTAL<br>(RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | TOTAL | 68 352,94 | 0,00 | 54 613,77 | 54 613,77 | 54 613,77 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 2,94 | 0,00 | 13,77 | 13,77 | 13,77 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 2,94 | 0,00 | 13,77 | 13,77 | 13,77 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 2,94 | 0,00 | 13,77 | 13,77 | 13,77 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *54 670,00* | | *41 550,00* | *41 550,00* | *41 550,00* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)* | *13 680,00* | | *13 050,00* | *13 050,00* | *13 050,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| Total des recettes d'ordre | | *68 350,00* | | *54 600,00* | *54 600,00* | *54 600,00* |

| | |
|---|---|
| R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7) | 0,00 |
| Affectation au compte 1068 (8) | 28 586,23 |
| Total des recettes d'investissement cumulées | 83 200,00 |

(1) Voir état IB pour le contenu du budget précédent.

# III – VOTE DU BUDGET

III

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

B

### DEPENSES

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1<br>I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée<br>II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote)<br>III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | TOTAL | 130 440,00 | 0,00 | 0,00 | 96 890,00 | 96 890,00 | 0,00 | 96 890,00 | 96 890,00 |
| 011 | Charges à caractère général (3) | 29 670,00 | 0,00 | 0,00 | 29 680,00 | 29 680,00 | 0,00 | 29 680,00 | 29 680,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (3) | 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6585) (3) | 10,00 | 0,00 | 0,00 | 10,00 | 10,00 | 0,00 | 10,00 | 10,00 |
| 6585 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion des services | | 30 080,00 | 0,00 | 0,00 | 29 690,00 | 29 690,00 | 0,00 | 29 690,00 | 29 690,00 |
| 66 | Charges financières | 13 330,00 | 0,00 | | 12 100,00 | 12 100,00 | | 12 100,00 | 12 100,00 |
| 67 | Charges spécifiques (3) | 5 000,00 | 0,00 | | 500,00 | 500,00 | | 500,00 | 500,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3) | 13 680,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des dépenses financières | | 32 010,00 | 0,00 | 0,00 | 12 600,00 | 12 600,00 | | 12 600,00 | 12 600,00 |
| Total des dépenses réelles | | 62 090,00 | 0,00 | 0,00 | 42 290,00 | 42 290,00 | 0,00 | 42 290,00 | 42 290,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *54 670,00* | | | *41 550,00* | *41 550,00* | | *41 550,00* | *41 550,00* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (4)* | *13 680,00* | | | *13 050,00* | *13 050,00* | | *13 050,00* | *13 050,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| Total des dépenses d'ordre | | 68 350,00 | | | 54 600,00 | 54 600,00 | | 54 600,00 | 54 600,00 |

| | |
|---|---|
| D002 Résultat reporté ou anticipé (5) | 0,00 |
| Total des dépenses de fonctionnement cumulées | 96 890,00 |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

| III – VOTE DU BUDGET | III |
|---|---|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE | B |

## RECETTES

| Chap. | Libellé | Pour mémoire, budget précédent (1) | RAR N-1 I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | TOTAL | 130 440,00 | 0,00 | 96 890,00 | 96 890,00 | 96 890,00 |
| 013 | Atténuations de charges (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (2) | 129 980,00 | 0,00 | 96 440,00 | 96 440,00 | 96 440,00 |
| Total des recettes de gestion des services | | 129 980,00 | 0,00 | 96 440,00 | 96 440,00 | 96 440,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 129 980,00 | 0,00 | 96 440,00 | 96 440,00 | 96 440,00 |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)* | *460,00* | | *450,00* | *450,00* | *450,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| Total des recettes d'ordre | | 460,00 | | 450,00 | 450,00 | 450,00 |

| | |
|---|---|
| R002 Résultat reporté ou anticipé (7) | 0,00 |
| Total des recettes de fonctionnement cumulées | 96 890,00 |

(1) Voir état B pour le contenu du budget précédent.
(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).
(4) Les comptes 79 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.